

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 13 février 2025

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a réduit son taux directeur, le portant à 9,50 % suite à une baisse de 50 pdb, une première depuis le début du cycle de normalisation amorcé en 2024, jusque-là caractérisé par des ajustements de 25 pdb.

LE CHIFFRE A RETENIR

9,50 %

Taux d'intérêt directeur
de Banxico au
6 février 2025

Cette décision, prise à la majorité par le Conseil des Gouverneurs, intervient dans un contexte d'inflation en repli, avec un taux global de 3,69 % en janvier 2025, son niveau le plus bas depuis quatre ans, réintégrant ainsi la fourchette cible d'inflation de Banxico de 3 % ± 1 p.p.

L'économie mexicaine montre des signes de ralentissement, avec une contraction au T4 2024 (- 0,6 % g.t.), tandis que le marché du travail perd en dynamisme. Parallèlement, les taux d'intérêt des obligations souveraines ont reculé et le peso mexicain a fluctué sans direction claire depuis l'investiture de D. Trump. L'annonce par les Etats-Unis de nouveaux droits de douane sur les importations mexicaines le 1^{er} février a entraîné une dépréciation temporaire de la monnaie, avant que la suspension de la mesure deux jours après ne vienne stabiliser le marché des changes.

Malgré cet assouplissement monétaire, Banxico conserve une posture prudente face aux incertitudes économiques mondiales, notamment les tensions commerciales et les risques géopolitiques. Elle n'exclut pas de nouveaux ajustements de taux, mais ceux-ci dépendront de l'évolution de l'inflation et de l'impact des mesures monétaires déjà mises en place.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

L'inflation au Mexique aurait ralenti à 3,59 % g.a. en janvier 2025, contre 4,21 % en décembre, atteignant son niveau le plus bas depuis janvier 2021, selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI). Ce repli marquerait le retour de l'inflation dans la fourchette cible de 3 % ± 1 p.p de Banxico, une première depuis quatre ans. En revanche, l'inflation sous-jacente, qui exclut les prix les plus volatils, afficherait une légère progression à 3,66 % g.a., contre 3,65 % en décembre, portée par une hausse des prix des services (+4,69 % g.a.), tandis que les prix des marchandises auraient augmenté de 2,74 % g.a. La baisse de l'inflation globale serait principalement attribuable au recul marqué des prix des fruits et légumes (-7,73 % g.a.), tandis que les prix des produits d'origine animale continueraient de progresser. Les prix des produits énergétiques auraient connu des évolutions contrastées, avec de nouvelles hausses pour l'essence (+7,7 %) et l'électricité (+4,32 %), tandis que le gaz LP aurait vu son inflation ralentir (+11,37 % contre +13,69 % en décembre). Par ailleurs, il est à noter que les pressions inflationnistes restent hétérogènes selon les régions : Colima (+4,7 %), Yucatán (+4,6 %) et Quintana Roo (+4,5 %) auraient enregistré les hausses de prix les plus marquées, tandis que la Baja California Sur (+2,2 %) et Tlaxcala (+2,3 %) afficheraient les taux d'inflation les plus bas.

Le Mexique est confronté à une nouvelle décision de politique commerciale des États-Unis, qui imposeront un droit de douane de 25 % sur les importations d'acier et d'aluminium, à compter du 12 mars 2025. Cette mesure a été annoncée par le président américain Donald Trump, qui a insisté sur son objectif de renforcer l'industrie américaine et de réduire les déficits commerciaux. Le Mexique, l'un des principaux fournisseurs de ces métaux pour les États-Unis, est particulièrement concerné, bien que cette décision affecte tous les pays exportateurs, sans distinction d'origine. En réaction, la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a déclaré ces tarifs injustifiés, soulignant que *« les États-Unis exportent plus qu'ils n'importent (d'acier et d'aluminium), il n'y a pas de déficit pour les États-Unis avec le Mexique »*. Elle a par ailleurs rappelé l'importance du traité commercial trilatéral (T-MEC selon l'acronyme mexicain), qui permet une intégration économique bénéfique pour tous les signataires, et a réaffirmé la position du Mexique de défendre ses intérêts tout en préservant la coopération bilatérale. Le gouvernement mexicain prépare actuellement une réponse argumentée pour éviter une escalade des tensions commerciales et préserver ses relations économiques avec son voisin du nord.

Le Mexique a consolidé sa place de premier partenaire commercial des États-Unis en 2024, avec une part de 15,8 % dans le total des échanges américains, et a enregistré un excédent record vis-à-vis de son voisin du nord de près de 172 Mds

USD (+12,7 % g.a.) selon les données du Bureau of the Census. La part du Mexique dans le total des échanges des Etats-Unis est passée de 15,7 % en 2023 à 15,8 % en 2024 tandis que les deux autres principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis ont vu leur part diminuer, passant de 15,2 à 14,3 % pour le Canada et de 11,3 à 10,9 % pour la Chine. Au total, les exportations mexicaines vers les Etats-Unis ont atteint près de 506 Mds USD (+6,4 % g.a.) tandis que les importations américaines vers le Mexique se sont élevées à environ 334 Mds USD (+3,5 % g.a.). L'enregistrement d'un excédent commercial record de 172 Mds USD du Mexique vis-à-vis des Etats-Unis intervient dans un contexte de mise en place de mesures protectionnistes aux Etats-Unis, sous l'impulsion du nouveau président américain D. Trump qui souhaite réduire le déficit de la balance commerciale américaine. Après son investiture, D. Trump a signé le mémorandum sur la politique commerciale « *America First* », qui identifie une série d'actions à mener d'ici le 1^{er} avril 2025, notamment en enquêtant sur les causes des « *déficits commerciaux des États-Unis en matière de biens, ainsi que sur les implications et les risques économiques et de sécurité nationale résultant de ces déficits* », et en recommandant des « *contre-mesures* ». Le Président américain s'est montré critique vis-à-vis des pays avec lesquels les États-Unis entretiennent un déficit commercial important, préconisant de corriger ces déficits par des droits de douane. La Présidente mexicaine C. Sheinbaum a de son côté rappelé que la réalité de l'intégration économique et commerciale entre les Etats-Unis et le Mexique était telle, que le déficit commercial était un indicateur réducteur ne permettant pas de rendre compte de la valeur totale des relations commerciales entre les deux pays. Par exemple, dans la mesure où plus de 30 % de exportations totales mexicaines sont à valeur ajoutée américaine, lorsque le Mexique exporte, l'industrie manufacturière américaine s'en trouve renforcée.

Le Mexique se classe à la 140^{ème} position sur 180 du classement de l'indice de la perception de la corruption de *Transparency International* en 2024, avec un score de 26 points sur 100 ce qui constitue sa note la plus basse enregistrée. Le Mexique occuperait la dernière place parmi les pays de l'OCDE et l'avant dernière place parmi les pays du G20 devant la Russie. *Transparencia Mexicana* souligne que les cinq éléments fondamentaux expliquant la mauvaise performance du pays dans l'indice sont : (i) les incertitudes entourant les réformes anti-corruption et judiciaire, ainsi que leur mise en œuvre peu claire ; (ii) l'impunité persistante dans des affaires emblématiques largement médiatisées ; (iii) le faible niveau des sanctions administratives ; (iv) la corruption liée au crime organisé (v) les attributions de marchés publics à des entreprises irrégulières. Eduardo Bohórquez, directeur exécutif de *Transparencia Mexicana*, a souligné que les stratégies conventionnelles de lutte contre la corruption et le crime organisé ne sont plus suffisantes. Il a insisté sur l'adoption d'une approche globale incluant la prévention du blanchiment d'argent, de la fraude fiscale et de l'évasion fiscale dans le cadre des politiques de lutte contre la corruption, qui « *nécessite des actions coordonnées avec les agences fiscales locales et les unités de renseignement financier* ». En ce qui concerne le nouveau gouvernement, E. Bohórquez considère positivement la nomination d'un

fonctionnaire ayant de l'expérience dans le domaine de la fiscalité et des marchés publics à la tête du ministère de la Lutte contre la corruption et de la Bonne gouvernance, créé par la présidente C. Sheinbaum. Pour le spécialiste, cette décision répond au besoin de moderniser l'approche dans la lutte contre la corruption.

La Présidente Claudia Sheinbaum a nommé José Gabriel Cuadra García pour rejoindre les cinq membres du Conseil des Gouverneurs de la Banque centrale du Mexique (Banxico). La nomination de J.G. Cuadra García qui est actuellement Directeur du département des Etudes économiques de Banxico, a été approuvée par le Sénat, où la coalition présidentielle dispose d'une large majorité. Depuis le 31 décembre, date de la fin du mandat d'Irene Espinosa, un siège était vacant au sein du Conseil des gouverneurs de Banxico. J.G. Cuadra García est titulaire d'un diplôme en ingénierie industrielle de l'Universidad Autónoma del Estado de Morelos (UAEM), d'un diplôme en économie de l'Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM) et d'un doctorat de l'Université de Rochester (New York). Avant de travailler à Banxico, il a été analyste économique au Centro de Análisis e Investigación Económica (CAIE) de l'ITAM de 1997 à 1998.

Les entrées de devises provenant du tourisme auraient atteint un montant record de 32,9 Mds USD en 2024, soit 7,3 % de plus qu'en 2023, pour un total de plus de 45 millions de touristes internationaux d'après l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI). La hausse du nombre de touristes internationaux en 2024 (+7,4 % g.a. également), s'explique en partie par les bons résultats enregistrés au mois de décembre qui a marqué le début de la saison hivernal pour les visiteurs des Etats-Unis et du Canada, les deux principaux pays d'origines des touristes qui se rendent au Mexique. Au cours du mois de décembre, les entrées de devises liées au tourisme se seraient élevées à 3,7 Mds USD, en hausse de 9 % par rapport à décembre 2023.

Sectoriel

Dans le cadre du *Plan Mexico*, la Présidente Claudia Sheinbaum a présenté le programme « Kutsari », qui vise à renforcer la chaîne de valeur des **semiconducteurs au Mexique**. Ce programme a également pour objectif d'exploiter les talents des scientifiques et spécialistes en technologie du pays, tout en doublant les exportations et l'emploi et en attirant au Mexique plus de 10 Mds d'opérations de conception, d'assemblage, d'emballage et de vérification. Dans un premier temps, ce programme prévoit la construction de plusieurs sites rattachés au Centre national pour la conception de semiconducteurs dans les États de Jalisco, Puebla et Sonora, reconnus pour leurs infrastructures technologiques ainsi que pour la présence d'universités et d'instituts ayant une expertise dans ce secteur. Dans un second temps, ce programme aspire à développer la fabrication de puces traditionnelles afin de répondre à la demande nationale dans divers secteurs, tels que l'électroménager, l'automobile, les équipements médicaux et les

capteurs. L'objectif, d'ici 2030, est que le pays couvre les trois étapes clés de la chaîne de valeur des semiconducteurs : la conception, la production et l'assemblage. Étant donné que les semi-conducteurs sont considérés comme un secteur stratégique pour le Mexique, la Présidente a insisté sur la nécessité d'accélérer les processus de brevetage afin de faciliter leur commercialisation et leur intégration au sein d'entreprises publiques, privées ou mixtes.

Le GAP (*Grupo Aeroportuario del Pacífico*) opérant 12 aéroports au Mexique annonce un investissement de 2,5 Mds USD pour la période 2025-2029 afin d'élargir les 12 aéroports qu'il exploite dans le pays, dont ceux de Guadalajara, Tijuana, Los Cabos, Puerto Vallarta et Hermosillo. Lors de la présentation du Plan Directeur, il a été souligné que cet investissement vise à construire un nouveau terminal de 69 000 mètres carrés pour l'aéroport international de Guadalajara et à achever la construction du nouveau terminal de 74 000 mètres carrés pour l'aéroport international de Puerto Vallarta, renforçant ainsi cette destination comme l'une des plus importantes du pays. Au sein de l'aéroport de Tijuana, le terminal devrait être agrandi de 47 % avec 7 nouvelles portes d'embarquement, tandis qu'à Los Cabos, le terminal 2 devrait être étendu de 32 % et l'accès routier amélioré. Au total, ces investissements permettraient d'augmenter de 50 % la capacité des terminaux, de 45 % les points d'inspection, de 25 % les aires de stationnement des avions et de 20 % le champ de vol. Avec cet investissement, GAP chercherait à affirmer sa position de référence en matière de connectivité et d'infrastructures aeroportuaires dans la région.

Finances publiques

La dette publique aurait rebondi en 2024, s'établissant à 51,4 % du PIB en 2024, un niveau jamais atteint, en hausse de 8,1 points de PIB depuis 2019. La dette publique aurait significativement augmenté depuis 2023, lorsqu'elle s'établissait à 46,6 % du PIB, notamment en raison de l'augmentation de l'endettement pour financer les dépenses d'infrastructures clés de l'administration précédente. Le déficit public se serait ainsi élevé à 5,7 % du PIB en 2024, atteignant également un niveau historique. Au total, la dette publique atteindrait 847 Mds USD fin 2024, en hausse de 12,3 % par rapport à fin 2023, dont 74,9 % serait libellée en monnaie locale (635 Mds USD). Après un endettement élevé en 2024, la nouvelle administration s'est engagée à mettre en œuvre les premières étapes de la consolidation fiscale cette année, visant un déficit de 3,9 % du PIB en 2025, mais selon le Centre de recherche économique et budgétaire (CIEP) « *sans réforme fiscale, l'endettement continuera à peser sur les finances publiques* ».

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	13/02/2025
Bourse (IPC)	3,28%	-4,99%	54 065,72 points
Change MXN/USD	0,20%	19,45%	20,48
Change MXN/EUR	0,66%	16,23%	21,37
Prix du baril mexicain	0,68%	-6,34%	67,70

Amérique centrale

Costa Rica

Le ministre des Finances du Costa Rica a confirmé que les dépenses sociales seraient le poste budgétaire qui bénéficiera le plus de la flexibilisation de la règle budgétaire en 2026. En effet, les dépenses courantes du gouvernement costaricien pourraient théoriquement augmenter de 5,81 % dans le budget 2026 en cas de diminution de la dette du pays par rapport au PIB en dessous des 60 %. Le ratio de dette/PIB est estimé par la Banque centrale du Costa Rica (BCCR) dans son dernier Rapport de Politique Monétaire datant de fin janvier à 59,8 % à la fin 2024. Pour rappel, la règle budgétaire établie dans la loi de 2018 sur le renforcement des dépenses publiques, limite la croissance des dépenses en fonction du ratio d'endettement du pays par rapport à son PIB. Plus le poids de la dette est grand par rapport au PIB, plus les dépenses seront limitées (au-dessus des 60 %, l'augmentation des dépenses courantes ne peut pas dépasser 65 % de la croissance moyenne du PIB nominal des quatre années précédentes ; en dessous des 60 %, cette augmentation peut atteindre 75 % de cette croissance moyenne du PIB nominal). Selon le ministère des Finances, l'augmentation des dépenses courantes pourrait être fléchée sur des domaines tels que l'éducation, la sécurité, la santé, les infrastructures et les salaires du secteur public. La stricte observance de la règle budgétaire avait en particulier entraîné un gel des salaires des fonctionnaires

depuis plusieurs années ainsi que de faibles dépenses d'investissement (le gouvernement ayant comme priorité le désendettement).

Le ministère des Finances aurait autorisé l'entreprise publique *Instituto Costarricense de Electricidad (ICE)* à recevoir 200 M USD de financements de la banque interaméricaine de Développement (BID) pour renforcer le réseau électrique national. Le prêt ferait partie de l'Accord de coopération pour le financement de projets d'investissement de 2018 et pourrait contribuer au financement du champ géothermique Borinquen, de la centrale géothermique Las Pailas II, de la modernisation de la centrale hydroélectrique La Garita, ainsi que de la construction d'infrastructures de transmission et de distribution d'électricité.

Un total de 11 multinationales du secteur des semi-conducteurs opèrerait au Costa Rica, selon le registre de l'Office de promotion du commerce extérieur (Procomer). Pour soutenir cette industrie, en mars 2024 le gouvernement costaricien l'avait déclarée d'intérêt national, afin de prioriser les actions publiques pour son développement. Une étude de la fondation CRUSA avait déjà identifié les besoins nécessaires, notamment en matière de formation de main-d'œuvre qualifiée. Les Etats-Unis devaient faire bénéficier le Costa Rica et le Panama du Fonds international pour l'innovation et la sécurité technologiques (ITSI), qui découle du *Chips Act* signé en août 2022. L'objectif de cette alliance serait de réduire le risque de perturbations dans la chaîne d'approvisionnement (notamment vis-à-vis de la Chine).

El Salvador

Le Congrès salvadorien a approuvé le 7 février, par 59 votes favorables sur 60, une Loi Anticorruption qui « établit un cadre juridique pour prévenir, détecter, enquêter et sanctionner les actes de corruption commis dans l'exercice de fonctions publiques ». Cette loi prévoit notamment la création d'un Système national intégré de lutte contre la corruption, composé d'experts et de représentants de 12 institutions publiques, et d'un Centre national de lutte contre la corruption, chargé « d'actions de renseignement et d'enquêtes ». Elle prévoit par ailleurs l'obligation pour les fonctionnaires et les membres de leur famille de présenter chaque année une déclaration de patrimoine avec leur déclaration d'impôt sur le revenu, et l'obligation pour les citoyens, contre protection, de dénoncer les exactions et l'enrichissement illicite de « *tout fonctionnaire, employé public, agent de l'autorité ou autorité publique* ». Selon le président Bukele, cette loi doit permettre « *d'éradiquer la corruption, comme cela a été fait avec les gangs, les homicides, les viols, les enlèvements, l'extorsion et la délinquance, qui appartiennent désormais au passé du pays* ».

Guatemala

L'agence de notation Fitch Ratings relève la perspective de sa note souveraine du Guatemala à « positive » et confirme sa note BB. L'agence de notation indique que cette révision reflète le maintien d'une forte dynamique de croissance, la stabilité macroéconomique du pays, la prudence des autorités et les excédents de la balance courante, qui permettent l'accumulation des réserves extérieures. Elle souligne l'objectif des autorités d'accroître les dépenses publiques, ce qui pourrait stimuler l'activité économique, réduire le déficit d'infrastructures et combler certains besoins sociaux, tout en maintenant des déficits budgétaires et des taux d'endettement faibles par rapport aux pays voisins. Parmi les défis auxquels le Guatemala fait face, Fitch pointe les problèmes de gouvernance qui pourraient entraver les réformes nécessaires, ainsi que les incertitudes liées aux élans protectionnistes de l'administration Trump.

Le Guatemala aurait enregistré un revenu de 66,2 Mds USD en 2024 grâce aux exportations et aux envois de fonds (remesas). Selon la Banque centrale (Banguat), les exportations de produits et services ont atteint 44,7 Mds USD, et les remesas ont atteint le chiffre record de 21,5 Mds USD (+8,6 % g.a.). La balance des paiements enregistre l'excédent record de 65,1 Mds USD (+8,4 % g.a.). En moyenne, la demande de dollars des agents financiers s'est élevée à 5,4 Mds USD par mois sur le marché intérieur, contre 1 Md USD en 2023. La demande de devises pour le tourisme et les voyages affiche également une performance historique avec 1,1 Md USD (soit +24,2 % g.a.). Pour rappel, Banguat prévoit une croissance dynamique (impliquant une plus grande demande de dollars) : après 3,7 % en 2024, une croissance de 4 % en 2025 est attendue, soutenue notamment par la construction, l'industrie manufacturière et les activités de commerce.

Les importations de biens du Guatemala se seraient élevées à 32,4 Mds USD en 2024 (+7,2% g.a.). Selon la Banque centrale, leur accroissement est dû principalement à celui des importations de biens de consommation non-durables (+583,1 M USD en valeur, soit +10,1 % g.a.). Les principaux postes d'importation sont les biens de consommation durables et non-durables (11,1 Mds USD, +10,3 % g.a.) ; les matières premières et produits intermédiaires destinés à l'agriculture et l'industrie (9,2 Mds USD, +6,5 % g.a.) ; les biens d'équipement pour l'agriculture, l'industrie, les télécommunications, la construction et les transports (6,1 Mds USD ; +10,4 % g.a.) ; et les carburants et lubrifiants (4,9 Mds USD ; +1,7 % g.a.). Les principaux fournisseurs du Guatemala sont les États-Unis (avec 10,5 Mds USD, soit 32,5 % du total), la République populaire de Chine (4,7 Mds USD ; 14,7 %), l'Amérique centrale (3,7 Mds USD ; 11,6 %), le Mexique (3,4 Mds USD ; 10,5 %) et la zone euro (1,9 Md USD ; 6,2 %).

Honduras

Les revenus issus des exportations de café hondurien au cours des quatre premiers mois de la récolte 2024-2025 auraient augmenté de 74 % g.a. Selon l'Institut hondurien du café (Ihcafe), entre octobre 2024 et février 2025, les exportations de café se sont élevées à 355 M USD, et le prix moyen par quintal à 310 USD contre 188 USD en 2023-2024 (soit +65,4 % g.a.). En volume, les exportations se sont accrues de 5,5 % g.a., avec 1,14 million de quintaux sur la période. Le café hondurien est exporté principalement vers les États-Unis, l'Allemagne, la Belgique, le Royaume-Uni et l'Italie, qui absorbent plus de 60 % du total. Pour rappel, le café génère plus de 5 % du PIB du pays et près de 30 % de son PIB agricole. La récolte 2024-2025 devrait représenter 7,2 millions de quintaux et un revenu de plus de 1,6 Md USD.

Nicaragua

Le Nicaragua annonce son retrait de la FAO et exige « la fermeture immédiate de ses bureaux ». Cette décision a été annoncée par le ministre des Affaires étrangères suite à la publication d'un rapport faisant état d'un accroissement de la prévalence de la sous-alimentation dans le pays, passée de 17,8 % en 2018 à 19,6 % en 2023. Parmi les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, seuls Haïti et le Honduras affichent des taux supérieurs (avec respectivement 50,4 % et 20,4 %). Le gouvernement a déclaré qu'il rejetait, en raison de « son manque d'objectivité et de rigueur méthodologique » et de ses « informations erronées », ce rapport « agressif », « diffusé dans un but malveillant » et « à des fins politiques », qui dénote « une tendance à l'ingérence ». Il accuse également la FAO d'y publier des données « ni autorisées, ni consultées, ni validées » par les autorités.

Le FMI a souligné la croissance économique solide du Nicaragua, soutenue par des flux d'envois de fonds (remesas) massifs. A l'issue de sa revue au titre de l'Article IV du Nicaragua, le conseil d'administration du FMI a souligné la résilience de l'économie nicaraguayenne. Le pays a bénéficié en 2024 d'un montant record de remesas, avec 5,2 Mds USD représentant 29,4 % de son PIB représentant 4,3 Mds USD en provenance des États-Unis. Le FMI a souligné une réduction du taux d'endettement du pays et l'accumulation d'importantes réserves tampons, grâce aux excédents budgétaires et de la balance courante. Le Fonds prévoit une modération de la croissance du PIB à 4 % à court terme et 3,5 % à moyen terme, dans un contexte de ralentissement de la croissance des remesas, d'une disponibilité moindre de main d'œuvre due à une émigration soutenue, et d'investissements limités du secteur privé.

Panama

Selon les douanes françaises, en 2024, les exportations françaises vers le Panama auraient atteint 507 M EUR, en hausse de 15,8%, tandis que les importations de produits panaméens en France se seraient élevées à 22 M EUR (+19,6%). Les produits pharmaceutiques, qui représentaient 36,7 % des exportations françaises vers le Panama, transitent principalement par la Zone Libre de Colón (ZLC), première zone franche mondiale du négoce des médicaments, devant Singapour. Le deuxième poste d'exportations françaises, les ventes de « parfums et cosmétiques » représentaient 29 % du total des exportations françaises vers le Panama. Quant aux importations de produits panaméens en France, elles étaient principalement constituées des catégories « boissons », « cuir, bagages et chaussures » et « huiles et graisses végétales et animales ». Selon les douanes françaises, l'excédent commercial serait très largement en faveur de la France, à hauteur de 485 M EUR en 2024. On rappellera que les données des douanes françaises agrègent nos exportations à destination du marché panaméen mais aussi celles qui transitent par la ZLC à destination de marchés tiers (Venezuela, Amérique centrale, Colombie, Caraïbes mais aussi Etats-Unis).

Le Panama et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) ont signé un nouvel accord de prêt d'un montant de 1 Md USD afin de poursuivre la construction de la ligne 3 du métro de Panama, l'une des infrastructures prioritaires du pays sur laquelle sont mobilisés 4 000 salariés (et qui devrait compter quatre ans de retard). Il s'agit du troisième prêt sollicité par le pays pour la poursuite des travaux, inscrit dans un projet global de près de 4 Mds USD. Le génie civil est assuré par le consortium sud-coréen HPH Joint Venture, qui comprend Hyundai Engineering & Construction Co., Posco Engineering & Construction et Hyundai Engineering Co. Le matériel roulant a quant à lui été attribué au japonais Hitachi.

Caraïbes

Antigua-et-Barbuda

Selon le gouvernement, la dette d'Antigua-et-Barbuda atteindrait 62 % du PIB fin 2024. Selon le FMI, en 2022, elle était de 87 % du PIB, les arriérés de paiement atteignant 18 % du PIB. Le Premier ministre a attribué cette amélioration à la restructuration stratégique de la dette, à la diversification économique et à la croissance soutenue dans des secteurs clés comme le tourisme (duquel l'économie du pays dépendrait à 60 %).

Cuba

Western Union suspend les envois de fonds à Cuba. La société, par laquelle transite une partie des transferts financiers de la diaspora (« *remesas* ») cubaine vers l'île, a annoncé la suspension de ses opérations depuis les Etats-Unis. L'annonce fait suite à la décision de Washington d'inclure la société cubaine Orbit S.A. sur la *Cuba Restricted List*, une liste d'entités avec lesquelles les personnes soumises à la juridiction étatsunienne n'ont pas le droit de réaliser des transactions financières directes. Orbit S.A., une entreprise relativement méconnue du public, avait été pensée en 2022 comme une alternative pour le traitement des envois d'argent après l'ajout en 2020 de Fincimex S.A. sur cette liste restrictive. Fincimex, contrepartie cubaine de Western Union, était utilisée depuis 20 ans par les cubano-américains pour envoyer des fonds à leurs proches restés sur l'île.

Jamaïque

Les décisions de la nouvelle administration Trump, notamment la mise en place de nouveaux tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium entre autres, pourraient représenter un risque pour la Jamaïque, les États-Unis restant le principal partenaire commercial du pays. En effet, les Etats-Unis représenteraient environ 60 % des exportations : aluminium (bauxite), produits agricoles (bananes, café, rhum) et produits manufacturés. En outre, les importations, qui représenteraient 45 % du PIB, proviendraient à 42 % des États-Unis, notamment de l'énergie et des produits manufacturés. Fin janvier, le ministre de l'Industrie, de l'Investissement et du Commerce s'inquiétait déjà des tensions commerciales mondiales et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement pouvant exercer une pression indirecte sur l'économie jamaïcaine, générant un risque d'augmentation de l'inflation et du coût de la vie dans le pays.

République Dominicaine

Le samedi 8 février 2025, la République Dominicaine a franchi une étape significative dans sa transition énergétique, avec un chiffre record de 1 222,75 mégawatts (MW) de production d'énergie renouvelable, soit plus de 50 % de l'énergie injectée dans le Système électrique national interconnecté (SENI). Cette performance s'inscrit dans une dynamique de croissance continue des énergies renouvelables en République Dominicaine. Le 19 septembre 2023, un double record avait déjà été établi, avec une demande électrique dépassant les 3 550 MW, dont 12,7 % provenaient de sources renouvelables. A la fin de l'année 2024, la capacité de production d'énergie renouvelable (solaire, éolien et biomasse) s'élevait à 1 396 MW, soit 23,32% de la capacité totale de génération d'électricité, marquant une hausse de 137% par rapport à 2020. Selon la Banque centrale (BCRD), l'énergie est le deuxième secteur attirant le plus d'investissements directs étrangers (IDE) après le tourisme, avec 1 071,1 M USD en 2023. Il constitue également un axe stratégique pour les investissements français dans le pays. La Commission Nationale de l'Energie (CNE) souligne néanmoins qu'un investissement majeur dans de nouveaux projets solaires, éoliens et de biomasse est indispensable pour atteindre les objectifs fixés de 30% d'énergies renouvelables dans la matrice énergétique d'ici 2030.

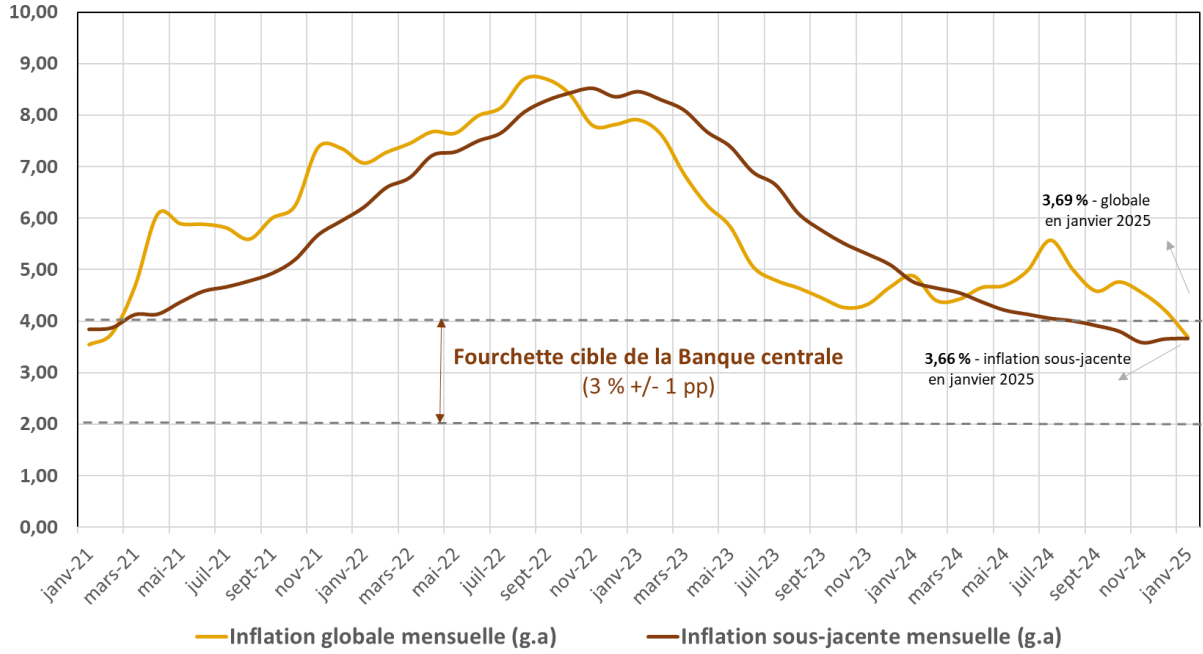
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Prévision FMI 2025	Dettes publiques (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	6%	3,7%	3,2 %	1,8%	1,4%	57,7%	4,7%	9,50%
Belize	0,4	3,1	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	2,5%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	3,5%	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	3,6%	27,8%	3,6%	4,50%
Honduras	10,7	34,3	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	3,5%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	3,8%	39,3%	5 %	6,75%
El Salvador	6,4	34	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	1,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	2,1%	67,9%	5,8%	6,25%
Panama	4,5	83,4	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	3,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	5,0%	59,2%	3,4%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

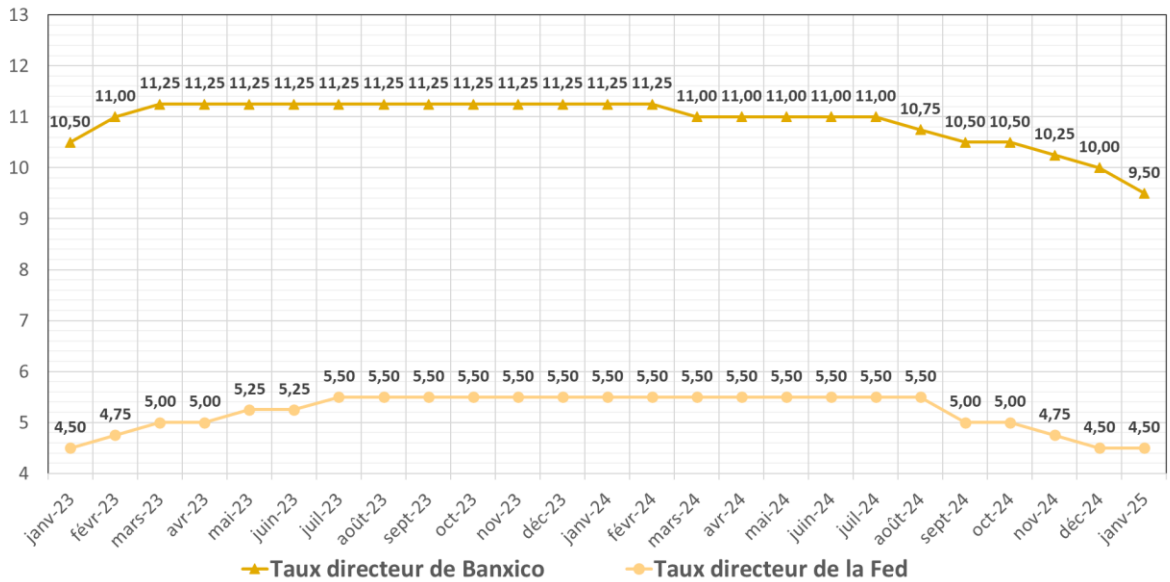
– Annexe Graphique Mexique –

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

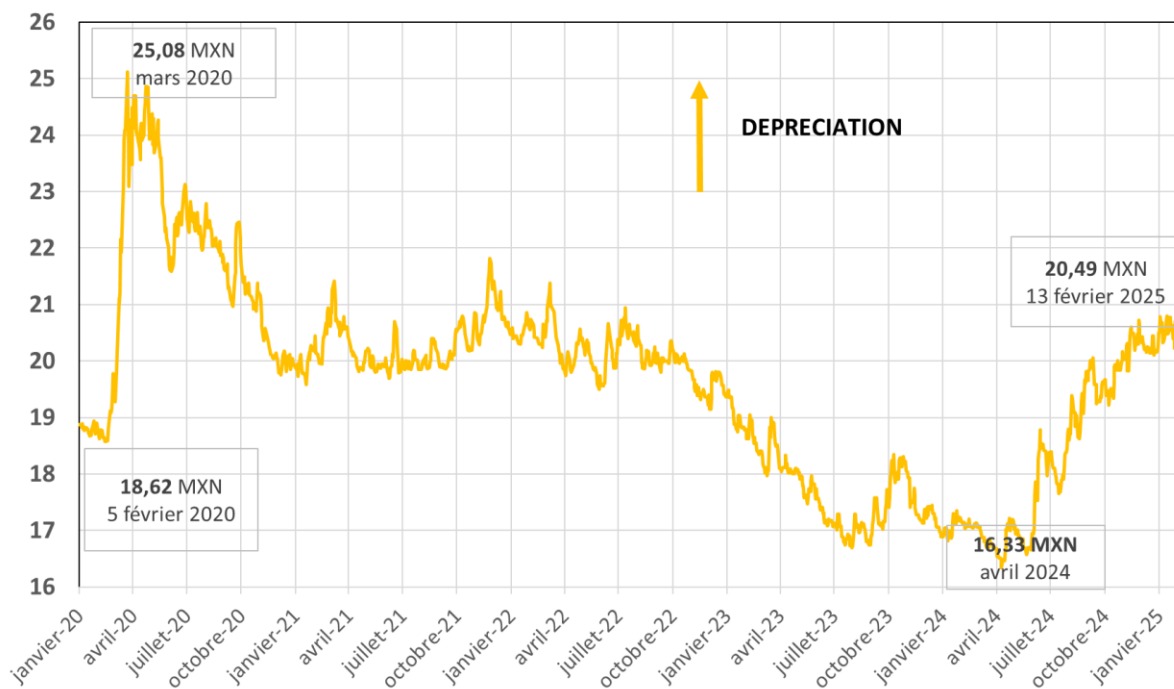


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

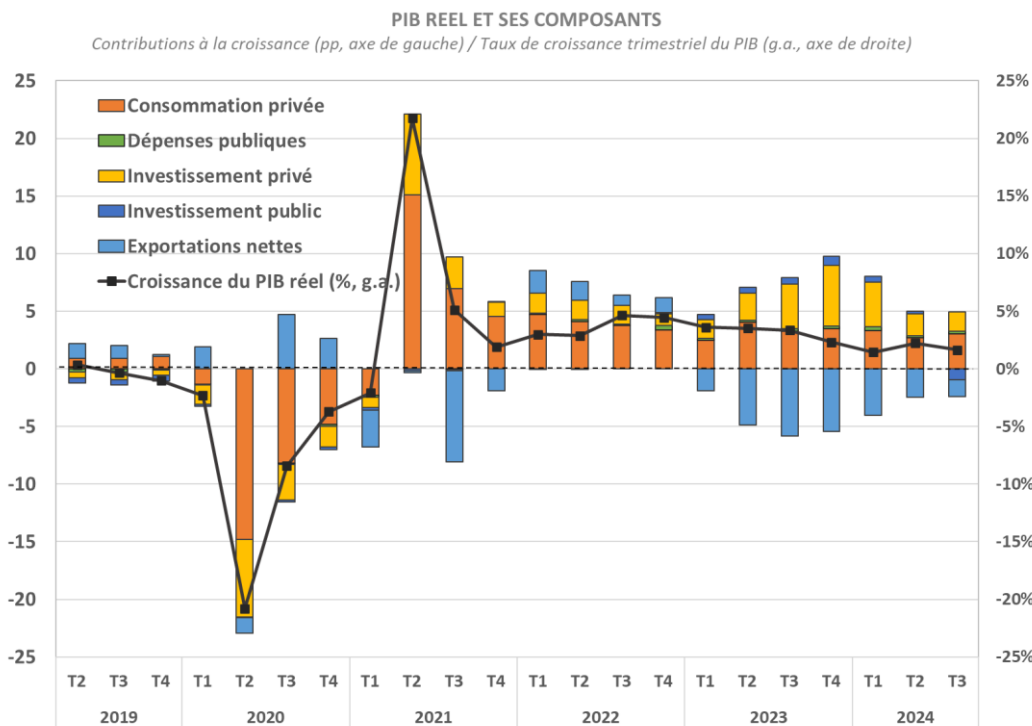
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	9,50	4,50	500

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)

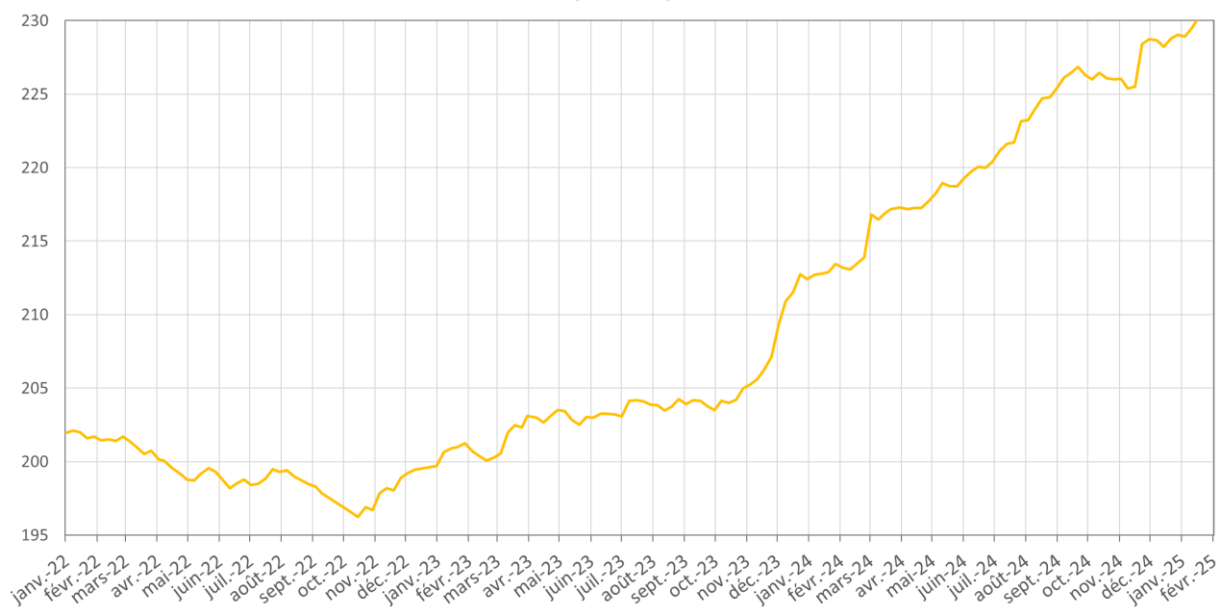


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr